

CAHIERS DE DROIT

DEUX MOIS DÉJÀ

TABLE RONDE

DOSSIER

CAHIERS PRATIQUES

DE L'ENTREPRISE

N° 6, NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2014, BIMESTRIEL - ISSN 1760 - 8112

21 **DOSSIER**

LES OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION

Évolutions et perspectives

9 **TABLE RONDE**

Comment gagner la confiance des individus à l'ère du Big Data

Avec Isabelle FALQUE-PIERROTIN, Merav GRIGUER
et Marc MOSSÉ

61 **CAHIERS PRATIQUES**

Direction générale – Encadrer les transmissions de parts et actions par les clauses d'agrément

Direction financière – La fiscalité de l'apport partiel d'actif

Direction des systèmes d'information – Droit à l'oubli / Droit au référencement : les 13 critères définis par les « CNIL » européennes

Sommaire

Deux mois
déjà

Cahiers
pratiques

Voir notamment, Ce qu'envisage le projet de loi pour l'activité et
Vers une réforme de l'épargne salariale
OLIVIER DE MATTOS,
*responsable juridique, chargé d'enseignements,
membre de l'IRDAP*

page 4

Table ronde

6 Comment gagner la confiance des individus à l'ère du Big Data

AVEC ISABELLE FALQUE-
PIERROTIN, *présidente de la
Commission nationale de l'informatique
et des libertés (CNIL)*

MERAV GRIGUER, *avocate associée du
cabinet Dunaud Clarenc Combles et
associés*

ET MARC MOSSÉ, *directeur des affaires
juridiques et affaires publiques de
Microsoft France, Vice-Président de
l'AFJE et Vice-Président du think-tank
Renaissance Numérique*

page 9

DIRECTION GÉNÉRALE

26 Encadrer les transmissions de parts et actions par les clauses d'agrément
PAR INFOREG,
*service d'information réglementaire, aux
entreprises de la Chambre de commerce et
d'industrie de Paris Ile-de-France*

page 61

DIRECTION FINANCIÈRE

27 La fiscalité de l'apport partiel d'actif
PAR INFOREG

page 65

DIRECTION COMMERCIALE

28 Non-respect des délais de paiement dans les relations entre professionnels : durcissement des sanctions
PAR INFOREG

page 68

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

29 Un accident du travail : nouveau cas admis de rupture conventionnelle
PAR INFOREG

page 71

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

30 Droit à l'oubli / Droit au référencement : les 13 critères définis par les « CNIL » européennes

PAR MERAV GRIGUER,
*Avocate associée du cabinet Dunaud
Clarenc Combles et associés*

page 74

DOSSIER

LES OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION

ÉVOLUTIONS ET PERSPECTIVES

INTRODUCTION

34 Les offres publiques d'acquisition Évolutions et perspectives

PAR MARTINE KLOEPFER PELÈSE,
maître de conférences à l'université Paris Est Créteil, maître de conférences à Sciences Po, professeur assistant associé à l'université du Luxembourg

page 21

ANALYSE ÉCONOMIQUE

35 Faut-il adopter un cadre juridique propice au développement des offres publiques d'acquisition ?

PAR MARTINE KLOEPFER PELÈSE,
maître de conférences à l'université Paris Est Créteil, maître de conférences à Sciences Po, professeur assistant associé à l'université du Luxembourg

page 22

FRANCE

36 OPA : illustrations des incertitudes « Made in France »

PAR DIDIER MARTIN,
avocat au barreau de Paris, associé Bredin Prat
ET MATHIEU FRANÇON,
avocat au barreau de Paris, Bredin Prat

page 38

EUROPE

37 Le droit européen et les OPA

PAR PIERRE-HENRI CONAC,
professeur à l'université du Luxembourg

page 44

DROIT AMÉRICAIN

38 Une philosophie fédéraliste des lois étatiques sur les OPA

PAR IOANNIS PAPADOPOULOS,
professeur assistant, département d'études internationales et européennes université de Macédoine, Thessalonique, Grèce

page 52